

Manifestation pacifique violemment réprimée à la demande du président de l'université - Libération des étudiant.e.s ! Jacques Bahi démission !

Ce mardi 14 février, peu de preuves d'amour de la part de l'équipe présidentielle !

Le syndicat AMEB Solidaires Etudiant.e.s appelait à une occupation pacifique du Conseil d'administration de l'Université pour surseoir à la décision d'appliquer la sélection en master et demander la tenue d'une réunion publique. Qu'on les partage ou non, ces revendications sont légitimes et ce n'est pas à la présidence d'en décider autrement.

Vers 14h30, un groupe d'une vingtaine d'étudiant.e.s s'est faufilé dans le bâtiment de la Maison de l'Université rue Goudimel (*conquis de haute lutte, rappelons-le, par les étudiant.e.s et personnels de la fac des lettres en 1990*) et a réussi à pénétrer dans la salle du conseil, auparavant verrouillée par l'un des DGS adjoints.

Il n'y a eu aucune violence, tout s'est déroulé dans le calme, les étudiant.e.s avaient apporté des brioches. Précisons que le président n'était pas encore arrivé, ni la plupart des membres de ses listes. Personne n'a été séquestré, le vice-président étudiant du CA s'est d'ailleurs éclipsé très rapidement. Jusqu'à l'intervention de la police, l'atmosphère était bon enfant, les étudiant.e.s avaient confectionné des masques en papier à l'effigie du président.

Rien d'extrémiste ni de radical dans ce mode d'action qui a été adopté par des générations et des générations d'étudiant.e.s.

Au lieu de négocier et d'engager le dialogue, la présidence a choisi la force en faisant appel à l'intervention des forces de police. Bel exemple de dialogue social ! Cette intervention a été totalement disproportionnée : les étudiant.e.s, une vingtaine, ont été violemment empoigné.e.s, frappé.e.s, écrasé.e.s, plaqué.e.s au sol puis menotté.e.s les mains dans le dos par une vingtaine de policier.e.s en tenue anti-émeute. Le mobilier de la salle du conseil a été bousculé et projeté contre les murs, toutes les dégradations sont le fait des forces de l'ordre.

Des élu.e.s se sont senti.e.s mal après l'intervention violente de la police ; toutes les violences psychologiques sont le fait des forces de l'ordre appelées à la demande express de la présidence.

Les étudiant.e.s, y compris un membre élu du CA, ont tou.te.s été embarqué.e.s au commissariat, gardé.e.s à vue et, à l'heure où nous rédigeons ce communiqué, ne sont toujours pas libéré.e.s.

Il est évident que cette équipe présidentielle perd ses nerfs, qu'elle ne sait pas gérer les moments de crise, qu'elle ne connaît pas le dialogue ni la concertation et s'assoit sur les règles démocratiques. La décision de convoquer un conseil de discipline est un abus d'autorité manifeste.

Il est temps à présent de songer à partir. L'intersyndicale des personnels FERC.Sup CGT, FSU, SUD Education, FO, soutenue par l'AMEB Solidaires Etudiant.e.s et l'UNEF, exige la démission de Jacques Bahi et de son équipe et demande la libération immédiate de tous et toutes les étudiant.e.s.

